

APPEL DE RENNES

EDUCATION : VERS UN GRAND PROJET NATIONAL POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

Dans notre pays, des parents, des enseignants, des universitaires, des associations complémentaires de l'enseignement public et d'éducation populaire, des professionnels des collectivités locales, des élus locaux, des professionnels de la petite enfance, des éducateurs sportifs et des artistes se mobilisent autour de l'éducation et de la formation, dès la petite enfance et tout au long de la vie. Au quotidien, ils travaillent, innovent, cherchent des solutions concrètes pour la réussite et l'épanouissement de nos enfants et de nos jeunes. C'est une chance à préserver.

Malgré ces engagements, des inégalités territoriales et sociales et des retards insupportables subsistent dans l'accès aux savoirs et à la formation !

Nous refusons le statu quo et la remise en cause de tant d'efforts et **nous voulons nous rassembler pour construire des perspectives concrètes positives pour l'éducation, dès la petite enfance.**
Nous voulons rapprocher nos expériences et apporter notre pierre à un grand projet national pour l'enfance et la jeunesse.

Les Projets éducatifs territoriaux et les projets sociaux de la petite enfance, les pratiques de l'éducation prioritaire, celles des projets de réussite éducative, l'expérience des mouvements d'éducation populaire, ont ouvert la voie sur le terrain à des convergences concrètes de tous les acteurs de l'éducation, prenant en compte la globalité de l'enfant et de l'adolescent dans ses dimensions scolaires et sociales, de loisirs, de santé, de culture. On sait qu'il est possible de mettre en synergie et en cohérence tous les acteurs.

Nous refusons que la mise en concurrence des acteurs soit la seule perspective qui nous soit offerte. Nous refusons de parier sur les seules logiques de rivalités individuelles et collectives. Nous voulons activer, au contraire, toutes les solidarités possibles.

Nous voulons aller plus loin et contribuer à construire sur le plan national, pas à pas, en nous confrontant à toutes les questions en débat, une perspective éducative globale qui fait défaut aujourd'hui.

Nous voulons et pouvons nous appuyer, pour le transformer, sur le service public laïque d'éducation de la maternelle à l'enseignement supérieur et sur ses personnels.

Nous voulons et pouvons nous appuyer sur le secteur de la petite enfance en pleine mutation vers un véritable service public.

Nous voulons et nous devons nous appuyer sur la mobilisation des parents dans une démarche de coéducation.

Nous voulons et pouvons nous appuyer sur tous les acteurs de l'éducation populaire, du champ culturel et sur les travailleurs sociaux.

Nous voulons et pouvons mobiliser tous les acteurs de l'entreprise et leur potentiel de formation et d'insertion.

Nous pouvons nous appuyer sur des villes, des départements et des régions assumant la priorité à l'éducation et engagés dans des démarches de « territoires apprenants » ou de villes éducatrices.

Pour l'éducation, la réussite et l'épanouissement de chaque enfant, pour garantir l'égalité d'accès à la connaissance, pour faire reculer les discriminations, mettons-nous ensemble au travail !

Isolés chacun dans nos spécificités, et parfois nos habitudes, il n'y a pas d'avenir.

Pour nous, ce débat concerne tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue. Il n'y aura pas de développement d'économie de la connaissance sans cela.

Quelle place et quels moyens veut-on donner à l'éducation dans notre pays et en Europe ?

Quel citoyen veut-on préparer ?

Quelle capacité à vivre ensemble dans une société solidaire et plus juste voulons-nous forger ?

Quelles connaissances, quels savoirs, quelles compétences et quelles qualifications seront indispensables aux jeunes pour cela ?

Quelle place auront-ils dans la construction de leur propre avenir ?

Pour avancer, nous appelons ensemble à la tenue d'Assises Nationales de l'éducation le samedi 16 mai 2009 à Paris, préparées et poursuivies dans toutes les régions et les grandes villes par des groupes de travail et d'échanges.

Nous appelons tous les acteurs sans exclusive à débattre, participer et proposer en n'évitant aucune question.

Nous voulons rassembler des personnalités qualifiées et des organisations du champ de l'éducation, des maires, des présidents de conseils généraux et régionaux exprimant leur soutien et leur engagement à donner la priorité à l'éducation, à partir des services publics (national et locaux) et à faire de leurs collectivités des « territoires apprenants ».

Nous voulons promouvoir des réalisations éducatives qui marchent, laisser s'exprimer des chercheurs, donner l'occasion d'avancer des propositions concrètes communes.

Faisons de ces Assises nationales non pas une un colloque de plus, formel et sans lendemain, mais une véritable conférence, c'est-à-dire un événement fort dans un processus de travail commun.

A partir de l'observation de nos réalisations d'aujourd'hui, nous sommes décidés à imaginer une véritable politique publique de l'éducation à la hauteur des enjeux démocratiques du 21^{ème} siècle et à mobiliser la Nation pour les moyens de sa mise en œuvre.

Le comité de coordination et d'initiative de l'appel de Rennes (Novembre 2008) :

Réseau Français des Villes éducatrices, Ligue de l'enseignement, Francas, Association de la Fondation Etudiante pour la Ville, Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, SGEN-CFDT, UNSA, Association Nationale des Directeurs de l'Education des Villes, Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

Nous transmettons ce texte issu de nos réunions préparatoires de Rennes et Paris à la CGT, la FSU, l'AMF, l'AMGVF, l'AMVBF, l'AMRF, l'ADF et l'ARF.